

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 165 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2928 - Prix : 1€



**Arrêts maladie :
une offensive
contre les salariés**

Page 3

**Gestion des déchets :
une histoire de gros
sous**

Page 7

**Nouvelle-Calédonie
Les anti-indépendantistes
veulent se venger**

Pages 12

Derrière le cirque politicien et le prétendu dialogue social, la lutte des classes

La fête de l'Humanité, qui s'est tenue le week-end des 14 et 15 septembre, a rassemblé les dirigeants du Nouveau Front populaire. Il n'y a été question que de leur déception d'avoir été trompés par Macron, et de leur stratégie électorale pour assurer la future victoire de l'union de la gauche. Si tant est qu'elle reste unie.

Les fermetures d'usines, les licenciements et la guerre sociale, féroce, menée par le grand patronat contre les travailleurs, sont passés tout à fait au second plan. Y compris lors du débat qui a été organisé entre la secrétaire générale de la CGT Sophie Binet et le patron du Medef Patrick Martin.

Il a suffi que celui-ci dise qu'il était « pour l'augmentation des salaires » et que « le modèle social de répartition a donné de beaux résultats » pour que le journal du Parti communiste, l'Humanité, écrive : « Contre toute attente, Patrick Martin n'a cessé de donner des gages aux grandes idées de la centrale syndicale. »

Mais quels gages ? Le porte-parole des plus grands patrons se dit pour une hausse des salaires, mais il veut la faire payer par des baisses de cotisations. C'est-à-dire par les travailleurs eux-mêmes, puisqu'ils verraient alors leurs indemnités et leurs droits réduits quand ils sont malades, mis au chômage ou quand ils partent à la retraite. Et s'il vante le « modèle social de répartition », c'est pour expliquer que les travailleurs devront faire de nouveaux sacrifices s'ils veulent le préserver !

Contrairement à ce qu'affirme l'Humanité, le grand patronat n'est pas dans la concession. Il est à l'offensive et s'en prend brutalement aux emplois et aux conditions de travail pour assurer ses dividendes et amasser des fortunes exorbitantes.

L'équipementier Valeo, riche à milliards, a décidé de se séparer de trois sites, ce qui va mettre 1 000 salariés sur le carreau. Après être passés entre les mains de multiples margoulins et avoir enrichi des générations d'actionnaires, 450 salariés de Vencorex vont se retrouver sans travail, cette entreprise de chimie grenobloise se déclarant en cessation de paiement. C'est la même histoire pour les 5 000 salariés de l'entreprise Milee, spécialisée dans la diffusion de prospectus.

Tous ces licenciements sont-ils prêts à des concessions ? Bien sûr que non ! Quant au prétendu « modèle social de répartition », parlons-en ! Quand Bernard Arnault, le patron de LVMH, gagne le smic toutes les 15 secondes, les couturières qui fabriquent en sous-traitance des sacs de luxe Louis Vuitton gagnent 1 500 ou 1 600 euros par mois. Pour que les actionnaires de Stellantis encaissent 18 millions d'euros par jour, les ouvriers doivent se lever à 4 heures du matin et aller s'esquinter sur les chaînes de production pour des salaires de 1 500 à 1 800 euros.

Derrière les mots, « répartition », « modèle social », il y a la lutte des classes. Une lutte des classes de plus en plus dure contre les travailleurs. Elle passe par des cadences et une intensification de la charge de travail de plus en plus folles. Mais elle se fait aussi par le pillage des caisses de l'État par ces mêmes grands patrons, qui encaissent les milliards de subventions dont les hôpitaux et l'Éducation auraient besoin.

Le résultat de cette lutte des classes n'est pas la « répartition » des richesses mais leur concentration entre les mains d'une minorité d'ultra-riches. En France, en 2017, les 500 plus grandes fortunes possédaient l'équivalent de 20 % du PIB, c'est-à-dire 20 % des richesses produites en un an. Aujourd'hui, c'est 45 % !

Ces multi-millionnaires ont donc de quoi disposer de palais, de yachts et autres joujoux de luxe. Mais leurs capitaux leur donnent surtout le pouvoir de dominer toute l'économie, les banques, les assurances, les grandes entreprises de l'industrie et du commerce. Ce sont eux qui imposent la loi du profit et une mise en concurrence mortifère aux travailleurs et à toute la société.

Et ce sont eux qui dictent la politique des gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche. Alors, il n'y a pas besoin de connaître les noms des prochains ministres de Michel Barnier pour savoir que de nouveaux coups vont nous tomber dessus.

Laisser entendre, comme le font les dirigeants du NFP ou de la CGT, que le Medef et les politiciens qui le servent pourraient mener une autre politique que cette guerre sociale acharnée, est une tromperie. Il n'y a pas d'intérêts communs aux travailleurs et aux capitalistes. Ce sont leurs profits ou nos emplois et nos salaires !

Le grand patronat impose la loi des plus riches et des plus puissants. Il le fera jusqu'à ce qu'il soit confronté à une levée en masse des travailleurs qui lui fasse craindre pour ses capitaux et son pouvoir sur les entreprises.

Nathalie Arthaud

Arrêts maladie : une offensive contre les salariés

Le directeur de la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam), Thomas Fantôme, a annoncé que les arrêts maladie seraient en hausse de 8,5 % sur les six premiers mois de 2024 et que leur coût a augmenté de 5,4 milliards d'euros depuis 2015, pour atteindre 15,8 milliards d'euros en 2023. On friserait donc la catastrophe !

La Cnam prétend voir derrière ces arrêts maladie les « comportements abusifs et la fraude ». Les seuls responsables seraient les malades qui s'arrêtent plus et plus longtemps, et leurs médecins qui les arrêteraient trop et leur accordent des arrêts de complaisance.

Non, les malades ne sont pas des menteurs et des fraudeurs, pas plus que leurs médecins. Ceux-ci dénoncent d'ailleurs les campagnes répétées de la Cnam et du gouvernement contre les médecins « grands prescripteurs ». Beaucoup

sont en butte à des enquêtes pour « justifier » leurs arrêts et peuvent être condamnés à des amendes, voire mis sous contrôle. Ainsi, en 2023, la Cnam avait envoyé à un millier de médecins généralistes un courrier exigeant une diminution de leurs arrêts maladie. Pire, six médecins du Tarn avaient été condamnés à soumettre leurs arrêts de travail au contrôle de la Cnam. Des médecins, pour atteindre les « objectifs » de la Cnam, avaient réduit leurs horaires de consultation, obligeant leurs malades à chercher un médecin ailleurs... une vraie galère au vu de l'extension des déserts médicaux. Parfois, le gouvernement a utilisé plutôt la carotte que le bâton, en proposant des primes aux médecins qui prescriraient moins.

Toutes ces méthodes scandaleuses font des salariés des coupables et des médecins leurs complices. S'inquiéter des conditions de travail qui se

dégradent dans les entreprises serait bien trop demander à des ministres et hauts fonctionnaires qui ont les yeux rivés sur les bilans financiers. Et si abus il y a, ce n'est sûrement pas dans le nombre d'arrêts maladie et dans la pratique des médecins, mais dans l'exploitation des salariés dans les entreprises.



Illettrisme : un fléau qui ne recule pas... et pour cause !

Cette année encore, l'Agence Nationale de Lutte contre l'illettrisme a organisé sa semaine de lutte contre ce fléau social qui frappe en 2024 un million quatre cents mille personnes en France.

À La Réunion, 115 000 sont recensées (sur une population totale de 900 000 habitants) dont une sur cinq parmi les jeunes.

L'illettrisme est un handicap terrible dans la vie quotidienne, notamment pour trouver un travail.

Malheureusement, l'illettrisme risque de progresser dans les années à venir. Ce sera la conséquence des dizaines de milliers de suppressions de postes dans l'Éducation nationale depuis des années, ce qui veut dire que, dans les classes surchargées, les enfants en difficulté seront mis de côté, et sortiront de l'école illettrés.

Il y a plus d'un siècle, en presque

deux décennies, l'ensemble de la population française fut alphabétisée avec succès. Certes les gouvernements d'alors ne s'étaient pas lancés dans cette politique volontariste par humanisme, mais parce que la bourgeoisie y voyait un

intérêt. Cette période montre en tout cas qu'éliminer l'illettrisme serait tout-à-fait possible si les gouvernements n'avaient pas comme seule priorité de soigner les comptes en banque des patrons.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 27 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 28 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 29 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 5 OCTOBRE de 8H30 à 10H00

Budget : pour faire payer les classes populaires

Faire adopter par le Parlement le budget de l'État pour l'année 2025 sera le premier acte politique du gouvernement Barnier. Une campagne de propagande est en cours pour justifier des coupes budgétaires et des mesures d'austérité dans tous les ministères.

Les services du ministère de l'Économie n'ont pas attendu la nomination d'un nouveau gouvernement pour prévoir des économies de 10 à 15 milliards d'euros dans un budget de l'État qui se montait l'an dernier à 492 milliards. Barnier et ses ministres ne devraient pas se faire prier pour valider ces coupes. Ils n'auront qu'à signer le projet rédigé par des hauts fonctionnaires bien dressés.

Établir un budget, pour un État comme pour un ménage ouvrier, c'est tenter de faire correspondre la colonne des dépenses avec la colonne des recettes. La différence, et de taille, est que pour le budget de l'État, ceux qui encaissent ne sont pas ceux qui paient. Contrairement à ce qu'on raconte aux enfants des écoles, l'État n'est pas là pour corriger les inégalités sociales ou assurer des services utiles à la population mais pour arroser la bourgeoisie, sous toutes sortes de formes, subventions, marchés publics, constructions d'infrastructures, tout en lui faisant payer le moins d'impôts et de taxes possible.

Le résultat, c'est que les hôpitaux, les Ehpad ou les écoles manquent de

moyens pendant que, selon le magazine *Challenges*, les 500 plus grandes fortunes du pays ont doublé leur patrimoine en cinq ans et que les actionnaires reçoivent des dividendes record.

Il en va de même de la dette de l'État. Depuis l'arrivée de Macron à l'Élysée, la dette de l'État français est passée de 2 000 à 3 000 milliards d'euros. Mais cette dette ne profite pas aux enfants des quartiers populaires. Elle profite d'abord aux financiers qui reçoivent chaque année 40 à 50 milliards d'euros en intérêts. Elle sert à payer les commandes d'armement ou à financer la transition énergétique, ce qui revient à arroser, d'une autre façon, la grande bourgeoisie et ses héritiers.

Logements sociaux indécents...

La gestion catastrophique du parc de logements sociaux par les organismes HLM de La Réunion (manque d'entretien – nombre de constructions de logements neufs insuffisants ou réhabilitations suivies d'augmentations outrancières des loyers) les a amené à céder la place à l'organisme public CDC Habitat qui a mis la main sur les parcs de logements de la SIDR, de la SODIAC, de la SEMADER et de la SEMAC. À cela s'est ajouté le rachat des immeubles appartenant au groupe privé Apavou.

En tout ce sont plusieurs dizaines de milliers de logements qui sont passés sous la coupe du groupe national.

Les habitants de ces logements dégradés s'attendaient à ce que le nouveau propriétaire de leurs habitations effectue les réparations attendues et annoncées par lui.

4 années sont passées depuis leur reprise par CDC Habitat et les locataires déchantent.

Aux Olympiades (ex-immeubles Apavou situés dans le quartier de Moufia), ils ne peuvent que constater que les fuites d'eau (générateurs de moisissures et dégradation des murs



et peintures intérieurs, les portails électriques des garages et d'entrée, les ascenseurs ne sont toujours pas réparés, pas plus que la voirie de la cité toujours truffée d'énormes trous mortels pour les suspensions de voitures... et les chevilles!).

À plusieurs dizaines, avec des locataires de la SEMADER, ils ont rencontré la présidente du directoire nationale de CDC Habitat présente dans l'île et le directeur régional de la SIDR. Ces derniers n'ont su invoquer, comme excuse du retard pris dans les travaux, que l'envolée des

prix des matières premières et la guerre en Ukraine. Quel manque d'imagination, mais quelle dose de mépris !

En tout cas ces locataires, spoliés de leur droit à bénéficier d'un logement décent, leur ont déclaré qu'ils ne cesseraient pas de leur demander des comptes jusqu'à ce que les travaux soient effectués.

Ils ont bien raison de ne pas se laisser mettre « comme des loques à terre » comme le dit une vieille chanson du mouvement ouvrier dénonçant la rapacité des propriétaires !

... Et mépris des dirigeants de CDC Habitat

Face au mécontentement des locataires et des salariés des HLM, les dirigeants de CDC Habitat sont passés maîtres dans l'utilisation du double langage.

Il faut rappeler qu'à la SIDR du Port, ils ont décidé d'installer des gardiens pour soi disant resserrer les liens avec les locataires et être à

l'écoute de leurs besoins... C'est dans le même temps qu'ils ont contribué à faire licencier une quinzaine de salariés des entreprises du nettoyage qui travaillaient parfois depuis 20 ans en sous traitance pour la SIDR et étaient bien connus et particulièrement appréciés des locataires !

Cette ignominie a été commise

après que le nouveau directeur de la SIDR a déclaré en réunion, en présence de plusieurs dizaines de locataires et de travailleurs et du maire du Port, qu'il n'y aurait aucun licenciement !

Barnier Premier ministre : tout ça pour ça !

Emmanuel Macron a fini, 51 jours après la démission du gouvernement Attal, par nommer Michel Barnier Premier ministre. Il a trouvé dans les rangs des LR, un politicien qui a toutes les qualités requises aux yeux du grand patronat.

Si Barnier devient le plus vieux Premier ministre de la 5e République, il a été aussi le plus jeune conseiller général et le plus jeune député en Savoie en 1978. C'est ainsi qu'il s'est illustré très tôt en votant comme d'autres députés contre la dépenalisation de l'homosexualité. Ce réactionnaire blanchi sous le harnais a été également quatre fois ministre dans des gouvernements de droite. Il était aussi ministre des Affaires étrangères en 2004 quand, à Abidjan, le gouvernement Chirac avait fait tirer sur des manifestants qui demandaient le départ de la France de Côte d'Ivoire.

Il a continué à servir les intérêts

de la bourgeoisie, en tant que commissaire européen à deux reprises et a été missionné pour négocier les conditions du Brexit. Ce qui lui a valu l'estime du très réactionnaire Viktor Orban, président de la Hongrie, dont il partage les positions homophobes et contre le mariage pour tous.

Barnier est aussi apprécié de l'extrême droite pour ses positions xénophobes. Lors de la primaire à droite qui avait précédé les présidentielles de 2022, il avait surenchéri sur la démagogie anti-immigrée de ses concurrents en se prononçant contre le droit du sol à Mayotte et en invoquant un moratoire sur l'immigration légale, adhérant à l'idée de la démagogue Le Pen, selon laquelle l'appauvrissement du monde du travail viendrait des travailleurs immigrés. Il a aussi été l'artisan dans l'Union européenne de la fameuse directive Bolkestein, destinée à permettre aux patrons d'appliquer à un travailleur en sous-traitance dans

un pays la législation sociale de son pays d'origine.

En cinquante ans de vie politique, le nouveau Premier ministre a ainsi approuvé toutes les attaques contre le monde du travail. Dernièrement encore, il se disait partisan de la retraite à 65 ans. Son CV répond donc aux vœux du patronat. Quant aux travailleurs, ils savent déjà que les



RN : un parti Macron-compatible

Après avoir joué au parti anti-système pour ceux qui voulaient bien y croire, le RN montre de plus en plus ce qu'il est vraiment.

Pour le choix du nouveau Premier ministre, Macron a cherché l'accord des dirigeants du RN. Michel Barnier, un homme de la droite classique, a été nommé car Macron avait obtenu de Marine Le Pen et Jordan Bardella l'assurance que les 126 députés RN ne censureraient pas son gouvernement.

Pour tenter de se justifier, Bardella a prétendu samedi 7 septembre qu'ils allaient exercer une « surveillance démocratique ». En fait de « démocratie », il s'est bien gardé de dévoiler les termes de la négociation. Il n'y a rien d'étonnant à cela, tant le parti de Le Pen et Bardella est en fait comme les autres partis bourgeois. Il est prêt à utiliser la pire démagogie pour obtenir des voix populaires, tout en distillant des idées qui ne servent qu'à diviser le monde du travail et à

l'affaiblir. Mais il doit montrer qu'il est prêt, comme les autres, à gérer les affaires de la bourgeoisie contre les intérêts des travailleurs.

En attendant son tour pour aller à la mangeoire gouvernementale, le RN a donné un gage à la bourgeoisie française, en montrant qu'elle pouvait compter sur lui pour aider Macron à dénouer une crise politique qui durait depuis 51 jours.

Roussel : l'amour du patronat

Fin août, Fabien Roussel, le secrétaire national du Parti communiste, s'est fait applaudir aux journées de « Rencontre des entrepreneurs de France », les journées d'été du Medef. Il a su toucher au cœur son auditoire patronal en lui assurant : « Nous avons une ambition commune, un projet partagé, celui de

remettre le travail au cœur de la société. »

Roussel n'était donc pas là pour affirmer qu'il était temps de faire payer les grands actionnaires et les familles de milliardaires aux profits record. Au contraire, il était là pour dire en substance au patronat : « Je suis prêt à faire avaler toutes les cou-

levres, à m'aligner sur vos mensonges pour dire que patrons et travailleurs ont les mêmes intérêts. »

Ce n'est pas la première fois que Roussel se montre enthousiaste dans ses échanges avec les représentants du patronat et cela n'a rien d'étonnant ! Il incarne un Parti communiste qui se veut le représentant d'une « gauche du travail », apte à collaborer avec un patronat prétendument soucieux de « construire le pays ». Mais ce que le grand patronat est soucieux de construire, ce sont des fortunes toujours plus indécentes ! Quant à sa « valeur travail », elle se résume pour lui au profit qu'il peut tirer de l'exploitation des travailleurs.

À l'image des différents gouvernements de gauche qui ont été au pouvoir, les dirigeants des partis de gauche actuels aspirent tous à gouverner sans renverser la domination du grand patronat sur l'économie. Roussel affiche simplement plus franchement la couleur.



Fabien Roussel (à droite) en compagnie de l'ex président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux (au centre) et de Bernard Thibault, ex secrétaire général de la CGT

Un bourgeois en majesté à la Fête de l'Humanité

Dimanche 15 septembre, la direction du PCF recevait à sa fête annuelle de l'Humanité un invité particulier en la personne de Dominique de Villepin, l'ancien premier ministre de Jacques Chirac de 2005 à 2007, qui s'était distingué en 2003, en tant que ministre des Affaires étrangères, en refusant de s'associer à la guerre que le gouvernement américain avait décidé de déclencher contre l'Irak.

S'il est arrivé à des Chirac ou à des de Villepin de se distinguer de la politique des impérialistes américains, ce n'est pas amour des peuples opprimés par celui-ci, c'est pour permettre à la bourgeoisie française de tirer son épingle du jeu au Moyen-Orient, en Afrique ou ailleurs. De Gaulle ayant été le plus illustre pré-décesseur de cette politique.

Ce dimanche 15 septembre le PCF a fait applaudir de Villepin, po-

liticien bourgeois de droite ayant seulement assez de lucidité pour dénoncer « l'invisibilisation de la mort à Gaza » et affirmer que « tous les morts ont un visage » ce qui n'en fait pas un ami des opprimés.

De Villepin est celui qui, en juin 2005, voulut imposer à la jeunesse et aux travailleurs le CPE (Contrat Première Embauche) qui consistait, après le CNE (Contrat Nouvelle Embauche), à instaurer une flexibilité totale du travail et en l'occurrence une période d'essai de deux ans pendant laquelle les patrons auraient pu licencier les nouveaux embauchés sans aucun motif.

Ce projet fut combattu principalement par la jeunesse qui se mobilisa massivement pendant plusieurs semaines et obligea Chirac et de Villepin à remballer leur sale projet.

De Villepin s'illustra aussi à l'époque en continuant la politique

d'ouverture du capital de certaines entreprises nationalisées au privé. C'est ce qu'il fit avec Gaz de France en 2005 et les autoroutes en 2006, avec à la clé l'explosion des prix du gaz et des péages autoroutiers.

Le PCF choisit de mettre ce passé sous le tapis pour ne retenir que le de Villepin s'amusant des chicaneries qui agitent le bocal politique et taclant Macron qui aurait dû donner sa chance à un gouvernement du Nouveau Front Populaire.

Alors qu'il est de l'intérêt des travailleurs de ne pas avoir la mémoire courte et de savoir distinguer entre nos faux amis et nos véritables ennemis, une fois de plus, la gauche montre qu'elle est prête à redorer le blason de politiciens foncièrement hostiles aux travailleurs, si cela peut la ramener dans les allées du pouvoir !

SNU : nouvel échec de Macron

La Cour des Comptes vient d'épingler le Service National Universel (SNU) lancé par Macron. L'organisme a calculé que le coût de ce projet estimé à 2 milliards d'euros reviendrait en fait à cinq fois plus !

Le SNU fait partie de l'arsenal du président pour mettre la jeunesse ouvrière au pas avec l'objectif d'y amener toute une classe d'âge, soit 800 000 jeunes par an. Macron comptait ainsi réapprendre à la jeunesse « *le respect du drapeau et de l'hymne na-*

tional », en affirmant vouloir créer une plus grande « mixité sociale ».

Las, les résultats escomptés se font attendre. La jeunesse ne se précipite pas pour s'inscrire aux journées du SNU et la majorité de ceux qui y participent sont soit des fils et filles de militaires, soit des jeunes des milieux favorisés.

Eh oui, l'armée est bien à l'image de la société capitaliste, une société où la majorité exploitée doit marcher au pas pour permettre à une minorité

de commander et de s'enrichir.



Gestion des déchets : une histoire de gros sous

Le torchon brûle entre le maire de Sainte-Marie, Richard Nirlo et le SYDNE, le syndicat mixte de traitement des déchets du Nord et de l'Est. L'objet de son courroux est la décision du SYDNE d'implanter une nouvelle installation de stockage des déchets ultimes, "ISDU" à Beaufonds dans les hauts de Sainte-Marie, en plus de l'actuel centre de Sainte-Suzanne qui est arrivé à saturation.

Nirlo s'est dit « frustré » par cette décision « sans aucune concertation » (la commune de Sainte-Marie ayant été exclue du SYDNE, selon lui). Il parle « d'arrangements politiques d'arrière-cuisine ».

Deux autres emplacements, à Saint-Benoît et à Sainte-Suzanne, avaient été envisagés pour accueillir des déchets mais les élus ont finalement choisi Sainte-Marie,

Nirlo promet d'user de tous les recours pour faire capoter cette décision.

Par ailleurs, le SYDNE qui est piloté notamment par la communauté de communes du nord et celle de l'est, dirigées respectivement par le maire PCR de Sainte-Suzanne, Maurice Gironcel et le maire de Saint-Benoît, Patrice Selly, a pris la décision d'engager devant le Tribunal Administratif, un recours en annulation partielle du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de La Réunion, le PRPGD. Le niveau du tonnage des capacités d'enfouisse-

ment, pourtant revu à la hausse dans son plan par la Région, en serait la cause.

Mais quelle que soit l'issue des procédures futures, ce qui est certain, c'est que les entreprises de collecte, de stockage et de traitement des déchets qui se disputent les différents marchés continuent de ramasser le pactole.

En 2017, c'est l'entreprise INOVEST, filiale de la multi-nationale Suez, qui a obtenu le marché de près de 242 millions d'euros sur 15 ans jusqu'à 2026, pour l'exploitation du site de Sainte-Suzanne.

Jugé « litigieux », ce marché avait été annulé dans un premier temps par le tribunal administratif de Bordeaux, puis régularisé par les dirigeants du SYDNE... avec des pénalités d'une vingtaine de millions d'euros versés à INOVEST.

Ce qui a fait dire au président du SYDNE de l'époque Michel Vergoz, le maire macroniste de Sainte-Rose : « À chaque fois qu'on devra faire un effort financier supplémentaire, c'est la population qui paiera cet effort-là » !

C'est clair !

INOVEST trie et extrait la fraction recyclable des déchets pour produire un combustible de nouvelle génération, de haute qualité énergétique, appelé combustible solide de récupération (CSR).

Ce CSR sera bientôt brûlé dans les chaudières de la société ALBIO-

MA sur le site de Bois Rouge à Saint-André...avec la bénédiction des dirigeants de SYDNE et de son président Daniel Alamelou, qui lui ont attribué ce marché.

Dans le monde des ordures, « rien ne se perd, tout se transforme » ...en profits !

Les polémiques et les querelles politiques autour du choix de l'emplacement du futur centre de stockage de déchets ultimes rappellent que La Réunion, tout comme le reste de la planète, croule de plus en plus sous les déchets produits par l'industrie capitaliste avec les conséquences néfastes et irréversibles pour l'environnement et la santé humaine.

Mais ce système capitaliste qui est en soi un déchet, n'est pas recyclable. Il est vital de le renverser. Le monde respirera mieux !



CMA-CGM : une niche fiscale et ses chiens de garde

Au moment où le Premier ministre parle de milliards d'économies à faire dans le prochain budget, la niche fiscale dont bénéficient les armateurs est à nouveau sur la sellette.

Cette honorable profession est en effet imposée, non pas sur ses bénéfices, mais sur le tonnage de ses navires. Non seulement cette niche fiscale a représenté neuf milliards d'euros de manque à gagner pour les caisses publiques sur les deux dernières années, mais elle profite en quasi-totalité à la seule CMA-CGM, principal armateur français et troisième mondial pour le transport de conteneurs. Cette société a fait 23 milliards d'euros de profits en 2022, grâce à une entente sur les prix

avec ses deux compères du transport maritime, Maersk et MSC. Cela lui a permis de s'offrir des ports entiers, des bateaux neufs, des journaux, des parts dans Air France, des entreprises de logistique et, en prime, BFMTV.

CMA-CGM, détenue par la famille Saadé, désormais cinquième fortune française, vit depuis ses débuts en étroite symbiose avec l'État. Créée sous l'égide de Chirac et avec de larges subventions publiques, elle fut renflouée par les mêmes caisses en 2009 sous Sarkozy, puis couvée par Hollande et son ministre Le Drian et est actuellement maternée par Macron, qui ne manque jamais une occasion d'encenser Rodolphe Saadé.

Il faut dire que ce dernier sait renvoyer l'ascenseur et embauche régu-

lièrement des ex-ministres et d'anciens directeurs d'administration. Ainsi Dominique Bussereau, le secrétaire d'État à la Mer qui fit adopter la fameuse niche fiscale en 2004, touche depuis 2012 quelques dizaines de milliers d'euros de jetons de présence tous les ans, en tant que membre du conseil d'administration de la CMA-CGM.

Interrogé, en 2022 puis en 2024, par une commission parlementaire sur ses fabuleux bénéfices et la façon de les obtenir, Saadé a répondu en substance que tout le monde, et particulièrement ses concurrents, fait comme lui. C'est tellement vrai que cette argumentation a suffi à convaincre les honorables sénateurs de la commission.

DANS LES ENTREPRISES

EDF Réunion

Enrichir les tâches... ou la direction ?

La direction du centre EDF Réunion a l'intention de mutualiser ses services d'accueil à la clientèle. Jusqu'à présent, chaque type de clientèle était dirigée sur des services spécialisés (domestique, professionnels, photovoltaïque, etc). Avec la nouvelle organisation préconisée par la direction, toutes les catégories de consommateurs seraient accueillis téléphoniquement par un

seul et même groupe d'employés.

Pour ce faire, la direction a monté des « ateliers » avec des volontaires auxquels elle a fait miroiter des évolutions de carrière, mais en tenant à l'écart de ces réunions la majorité des employés d'accueil. Le centre de Corse a été le premier à expérimenter cette nouvelle organisation. La plupart des employés concernés se retrouvent aujourd'hui

sans augmentation de salaires, mais obligés de maîtriser plusieurs métiers différents.

C'est sans doute la raison pour laquelle la direction de La Réunion entretient le flou sur ses objectifs réels qui sont en fait l'instauration d'une polyvalence généralisée dans les tâches et à terme une nouvelle réduction des effectifs.

Emplois précaires et aidés pour pallier le manque d'effectifs

Face au manque évident d'effectifs dans tous ses services, la direction d'EDF Réunion a de plus en plus systématiquement recours à l'intérim.

Ce n'est d'ailleurs pas une politique nouvelle de la part du centre qui, pour limiter sa masse salariale, a, depuis des décennies supprimé des dizaines de postes et transféré la

charge de travail à la sous traitance où les travailleurs sont sous-payés et privés même d'une relative sécurité de l'emploi. Emplois Jeunes, CDD, contrats de professionnalisation sans embauches à la clé, ont tour à tour été utilisés par l'entreprise nationale.

Dans un département qui compte plus d'un jeune sur trois en âge de

travailler au chômage, cette politique a quelque chose de particulièrement insupportable !

Mais rien ne changera fondamentalement tant que nous laisserons la recherche du profit primer sur la satisfaction des besoins élémentaires des jeunes, des travailleurs, de toute la société.

Une coupure de courant qui ne doit rien à la fatalité

Le 12 septembre une coupure de courant impactait 172 000 usagers dans l'île. La direction d'EDF s'est alors empressée de contacter les radios, mais pas les agents chargés d'expliquer aux usagers ce qui s'était passé !

Cette coupure s'est en fait produite à la suite de la défection d'un isolateur sur la ligne haute tension

(HTB) qui passe à Saint-Paul. Le système de sécurité a bien fonctionné, car la ligne s'est mise à la terre, ce qui a eu pour conséquence la coupure massive sur le réseau.

Mais ce que la direction d'EDF s'est bien gardée de révéler, c'est la cause de cet incident.

Les isolateurs ont une durée de vie déterminée (« l'obsolescence pro-

grammée » !). La direction d'EDF bien au courant de cela, préfère, au lieu de les changer avant qu'ils ne rendent l'âme, attendre qu'ils aient fait leur temps.

Et peu lui importe de prendre le risque que des dizaines de milliers d'usagers se trouvent soudainement privés d'électricité. Voilà le résultat de sa politique du moindre coût !

Grève chez Dekra

Les ouvriers des 20 centres réunionnais de contrôle automobile Dekra ont fait grève du 26 août au 19 septembre. Ils revendiquaient Ils revendiquent l'application de la convention collective nationale de leur secteur d'activité à La Réunion et donc l'alignement de leurs salaires vers le haut (soit des augmentations de plusieurs centaines d'euros mensuels) et une prime de fidélité.

Ils se sont heurtés à une direction nationale qui ne voulait rien lâcher, mais ils ont fini par lui arracher une prime de partage de la valeur de 1200 €.

Ils n'ont pas été les seuls à se battre . Les chauffeurs de cars de la STOI ont fait récemment une grève d'une semaine pour des revendications salariales semblables. Et plus largement, les dizaines de milliers de

travailleuses et de travailleurs salariés de l'île payés au Smic, ou peu au-dessus, ne s'en sortent plus avec des salaires aussi bas alors que les prix ne cessent d'augmenter.

Alors, il faudra bien qu'un jour toutes les catégories de travailleurs se rejoignent pour former une masse compacte de combat contre leurs exploités et obliger ceux-ci à leur lâcher ce dont ils ont besoin !

Korbey d'Or by Alefpa : a fors allé à l'eau calebasse y pète !

La direction de l'ALEFPA, a annoncé aux aides à la personne son intention de fusionner les antennes Est et Nord, en centralisant tout à Saint-André d'ici la fin de l'année.

Les conséquences de cette décision, les travailleuses concernées les imaginent aisément. C'est bien sûr la suppression de plusieurs postes de responsables d'équipe qui vont se retrouver en « doublon » et aussi l'obligation des aides exerçant dans le

nord de l'île de courir à Saint-André pour récupérer leurs plannings ou régler leurs problèmes de service ou administratifs. Des démarches qu'elles pouvaient faire dans le cadre de leur temps de travail et qui dorénavant devront scandaleusement empiéter sur leur temps personnel.

Non contente de cela la direction de l'ALEFPA veut leur imposer de reprendre le travail chez les bénéficiaires immédiatement après leur

pause repas. Elle voudrait donc faire une croix sur une partie des inter vacations ce qui conduirait les aides à réduire leur temps de repas pour arriver à l'heure chez les bénéficiaires.

Décidément, comme on pouvait s'y attendre, la direction de l'ALEFPA se révèle être un patron comme les autres malgré ses déclarations mielleuses au moment de la reprise de Korbey d'Or.

La Poste : un ras le bol qui monte

Vendredi 3 septembre, plusieurs dizaines de postiers se sont rassemblées devant la poste centrale à Saint-Denis pour dénoncer la chute dramatique de leurs effectifs au centre de La Réunion. Ils sont passés entre 2021 et 2024 de 2000 à 1550, soit une perte de 450 postes de travail en trois ans.

L'intensification de l'exploitation des postiers s'accompagne d'une détérioration nette des services de la Poste à la population qui se retrouve

avec des agences fermées, des délais de livraison du courrier allongés et des augmentations de tarifs annuelles à deux chiffres.

Dans les services du tri et de la distribution du courrier, la direction sollicite les agents en congés pour reprendre le travail pour remplacer une collègue malade ou refuse des congés à ceux qui en ont besoin, effectuée des remplacements à la dernière minute d'une localité à une autre faute de travailleurs en nombre

suffisant.

Telles sont les conséquences désastreuses de la politique de course au profit menée de plus en plus ouvertement par la direction de la Poste.

La grève et la manifestation du 6 septembre montrent qu'un nombre de plus en plus important de postiers ne supportent plus ce traitement de choc. Ils ont donné un avertissement à leur direction : si rien ne change, ils remettront cela !

ÉGYPTE

Travailleurs du textile en grève

Depuis le 18 août, les travailleurs de la Samanoud Workers'Company, une usine textile située dans le delta du Nil, sont en grève pour obtenir l'application du salaire minimum de 6 000 livres égyptiennes, que le président Sissi avait dû concéder en mars dernier.

C'est sous la pression de la grève des 3 700 ouvrières de la filature de Ghazl al-Mahalla, qui menaçait de s'étendre, que cet engagement avait été obtenu. Mais prétextant les difficultés financières, le nouveau patron, qui a repris l'entreprise Samanoud en mai, est resté sourd aux demandes des six cents ouvriers, dont la moitié sont des femmes. Le 18 août, face à l'intransigeance du patron, les tra-

vailleurs ont donc décidé de se mettre en grève,

Si les travailleurs, excédés par leurs salaires de misère, se sont sentis dans leur bon droit, le patron, lui, s'est senti au-dessus des lois. Il a utilisé tous les moyens pour arrêter la grève, la violence, le harcèlement, y compris en faisant intervenir la police, qui le 25 août a arrêté neuf travailleurs dont quatre femmes. Dans le même temps, la députée du parti Wafd, Leila Abu Ismail, envoyée par les autorités pour briser la grève, les a menacés : « *Personne ne peut tordre le bras de l'État* », « *Si la grève n'est pas brisée, nous arrêtons d'autres personnes.* »

Le 31 août, les grévistes déci-

daient d'occuper l'usine pour protester contre ces arrestations. Ils se sont relayés pour venir au secours des familles des détenus. Malgré les menaces, le 9 septembre, ils poursuivaient la grève. Sous leur pression, huit travailleurs étaient relâchés, tous licenciés par la direction, le travailleur connu comme le leader était toujours emprisonné.

Le patronat égyptien, encouragé par le pouvoir, ne s'est pas senti tenu d'appliquer le décret présidentiel sur le salaire minimum. Officiellement, 3 300 entreprises ont demandé des dérogations pour ne pas l'appliquer, la loi n'est qu'un chiffon de papier dont les patrons ne s'embarrassent pas.

NIGERIA

Halte à la répression !

Près de 1 400 personnes sont aujourd'hui détenues au Nigeria dans des conditions inhumaines suite à la répression des manifestations du début du mois d'août.

Leur procès doit commencer le 11 septembre et ces manifestants sont accusés de « crime de trahison, association de malfaiteurs, financement du terrorisme » ce qui leur fait encourir de lourdes peines, pouvant aller jusqu'à la peine de mort.

Les manifestations ont commencé le 1er août dernier. Elles répondaient à un appel, Endbadgovernance (Mettre fin à la mauvaise gouvernance), lancé sur les réseaux sociaux. Dans tout le pays des cortèges de dizaines de milliers de manifestants ont alors convergé vers le centre des grandes villes, composés d'étudiants mais aussi de travailleurs et de ménagères. À Abuja, la capitale, la police

a arrêté par des tirs de grenades lacrymogènes les manifestants qui marchaient sur la villa présidentielle, l'Assemblée nationale et la Cour suprême. À Lagos, la métropole économique, où vivent 20 millions de personnes, c'est vers le quartier d'affaires d'Ijeka, truffé d'institutions gouvernementales, que les cortèges se sont dirigés. Dans les jours qui ont suivi, la police a ouvert le feu, tuant au moins 22 manifestants, jusqu'à ce que les organisateurs suspendent le mouvement en fixant la date du 1er octobre pour redescendre dans la rue.

« *On a faim, on a faim* », criaient les manifestants. Il y a un an, le président Bola Tinubu, nouvellement élu, avait supprimé les subventions sur l'essence, suivant en cela les consignes du FMI. Le prix du carburant avait aussitôt triplé, entraînant

derrière lui celui des transports, des produits alimentaires et de l'électricité produite en majorité par des générateurs à essence. Près de la moitié des Nigeriens vivent aujourd'hui avec moins de deux dollars par jour. Une minorité corrompue détourne le produit de la vente du pétrole, dont le Nigeria est aujourd'hui le premier producteur en Afrique. Le président Bola Tinubu en fait partie, lui qui était surnommé le « parrain de Lagos » avant son élection en raison de ses liens avec les milieux d'affaires. Quant aux chefs de l'armée, qui ont longtemps dirigé le pays, ils laissent ce président civil gouverner à condition qu'il les laisse s'enrichir.

C'est la révolte contre cette misère, cette corruption qui a explosé en août dans les rues des villes du Nigeria. Elle resurgira forcément, et peut-être très bientôt.

Des femmes défient le pouvoir

Alors que le gouvernement des talibans vient d'annoncer de nouvelles interdictions visant les femmes, parmi lesquelles celle de faire entendre leur voix dans l'espace public, certaines ont posté sur les réseaux sociaux des vidéos d'elles-mêmes bravant l'interdiction.

Les lois qui viennent d'être publiées comprennent, outre l'interdiction de chanter ou de lire de la poésie en public, celle de voyager sans être accompagnée d'un chaperon masculin, d'aller au parc, au hammam, et d'étudier au-delà de 12 ans. Les talibans, de retour au pouvoir depuis trois ans, veulent enfermer les femmes entre quatre murs. Durant les vingt années précédentes, la situation s'était un peu améliorée mais essentiellement pour les femmes vivant à Kaboul, la capitale, dans l'ombre de l'occupation militaire américaine. Effectivement, dans l'enseignement supérieur, le nombre

d'étudiantes était passé de 5 000 en 2001 à plus de 100 000 en 2021. Mais aujourd'hui, aucune famille n'échappe plus aux conséquences de la barbarie et du fanatisme dans ce pays, un des plus pauvres du monde.

Cette monstruosité du régime envers les femmes s'ajoute à une situation de crise dramatique. La faim touche les deux tiers de la population afghane et très largement les femmes et les enfants. Cette catastrophe aussi résulte des ravages provoqués par quatre décennies de guerre, de manœuvres et d'interventions de l'impérialisme.

C'est l'impérialisme américain qui a armé et financé des mouvements fondamentalistes contre l'Union soviétique dont les troupes étaient intervenues en Afghanistan de 1979 à 1989. Les dirigeants américains ont ensuite appuyé l'accession au pouvoir des talibans en 1996. En intervenant militairement

entre 2001 et 2021 les États-Unis voulaient montrer qu'ils restaient les maîtres après les attentats du 11 septembre. Les 2 000 milliards qu'ils ont engloutis ont servi essentiellement à entretenir des gouvernements corrompus, à financer des officines de mercenaires, à enrichir les marchands d'armes et à bombardier massivement villes et villages soupçonnés de protéger les talibans. La popularité de ces derniers a été renforcée, leur recrutement facilité et ils ont pu revenir en force en 2021, alors qu'ils faisaient face à une armée autrement puissante.

Derrière la responsabilité directe des talibans dans la dictature contre la population afghane, se cache celle des États-Unis dont l'intervention, contrairement à ce qu'affirmaient les discours officiels, n'avait rien à voir avec la lutte contre l'oppression des femmes et a même préparé son renforcement aujourd'hui.

BURKINA FASO

L'enfer de la guerre

400 villageois ont été tués le 26 août à Barsalogo, au Burkina Faso, par les djihadistes appartenant à un groupe lié à al-Qaïda. Ils étaient en train de creuser des tranchées destinées à protéger leur village contre de telles attaques.

Les soldats burkinabés avaient fait irruption dans le village deux jours auparavant, accompagnés de Volontaires pour la défense de la patrie, des auxiliaires recrutés pour secourir l'armée. Les officiers avaient ordonné aux hommes de creuser des tranchées défensives, obéissant aux consignes du président Ibrahim Traoré. Les villageois avaient fait valoir que s'éloigner ainsi de quelques kilomètres du village signifiait risquer leur peau, mais ils avaient finalement dû s'exécuter sous la menace. Ils ont

payé de leur vie cet ordre criminel, tandis que soldats et Volontaires pour la défense de la patrie s'enfuyaient dès les premiers coups de feu.

Le président Traoré a tenté de nier le massacre, parlant de quelques morts. Les femmes qui étaient restées au village ont été menacées de représailles si elles parlaient. Mais des survivants ayant filmé la tuerie, il est devenu impossible de cacher la vérité.

Depuis les premières attaques djihadistes en 2015, l'insécurité n'a fait que progresser. Une suite de coups d'État a porté à la tête du pays des militaires qui tous se faisaient fort de rétablir la sécurité. Il n'en a rien été. En février 2023, les troupes françaises ont dû quitter le pays et ont laissé la place aux mercenaires russes sans qu'ils aient plus de succès. Il est

vrai que ni l'une ni l'autre de ces bandes armées n'avait pour but de protéger la population. Pour les Français de l'opération Barkhane, il s'agissait de garder le Burkina dans le giron de l'impérialisme français. Pour les Russes de l'Africa Corps, cette milice qui a succédé à Wagner et est le bras armé de Poutine en Afrique, il est simplement question aujourd'hui de faire du Burkina un allié. Cela signifie pour la Russie s'assurer les voix des diplomates burkinabés dans les institutions internationales et laisser ses soldats piller les richesses minières du pays, de l'or essentiellement.

Des dizaines d'années de mainmise de l'impérialisme français sur le Burkina ont laissé un appareil d'État dont la seule raison d'être est de ran-

Suite page 12

çonner la population. En 2014, la colère populaire avait débouché sur une insurrection qui avait chassé le dictateur Blaise Compaoré, mais un pouvoir du même acabit avait aussitôt été remis en place par l'impérialisme français.

La population se trouve ainsi prise entre deux bandes d'hommes armés qui la somment, sous peine de mort, de se ranger dans leur camp. Elle partage cette situation dramatique avec les habitants d'une grande partie de l'Afrique. En République

démocratique du Congo, les réfugiés des camps qui entourent Goma doivent subir les exactions à la fois de la soldatesque congolaise et les attaques de ses ennemis du M 23.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Les anti-indépendantistes veulent se venger

Le 29 août, dans le cadre du renouvellement de la présidence du Congrès de Nouvelle-Calédonie, les anti-indépendantistes ont renversé son président kanak, Roch Wamytan, de l'Union calédonienne (UC).

Ce renversement fait suite au désistement des anti-indépendantistes en faveur de la candidate du petit parti de la communauté wallisienne et futunienne, qui jusque-là soutenait les partis kanaks. La crise sociale et politique ouverte par le projet de loi de Macron sur le corps électoral calédonien, qui a provoqué une légitime colère chez les Kanaks, se prolonge donc maintenant au sein des partis et des institutions. Les anti-indépendantistes, aidés par la présence de milliers de gendarmes venus de métropole, poussent leur avantage. Alors que le renouvellement de l'ensemble du Congrès doit se faire avant la fin de l'année, ils comptent bien disloquer le camp indépendantiste pour y récupérer la majorité ainsi que le gouvernement qui en dépend.

Sous cette pression, le FLNKS, le Front de libération nationale kanak et socialiste, continue de se fissurer. Au fil des années, les notables des partis kanaks qui le composent se sont bel et bien intégrés. Ils gèrent deux des trois provinces et ont même pris la tête du Congrès et du gouvernement. Ils ont obtenu des postes dans l'économie. Quelques jours après l'explosion de colère du 13 mai, les notables du Palika se sont ouvertement désolidarisés de la jeunesse mobilisée, qui a débordé les cadres de la mobilisation fixés dans le cadre de la CCAT (cellule de coordination des actions de terrain). Ainsi, Louis Mapou, pré-

sident du gouvernement du territoire, tout en dénonçant le dégel du corps électoral, a déclaré le 8 juin qu'il ne pouvait « pas croire un seul instant que l'émancipation à laquelle nous travaillons depuis des années se construise sur la destruction de ce que nous avons déjà réussi à réaliser ». Le 26 août dernier, c'est le président de la province Nord, Paul Néaoutyine, une personnalité du Palika, qui attaquait la CCAT, la rendant responsable du 11e mort, tué par la police le 15 août, et dénonçant sa « stratégie du chaos ».

Le Palika et l'UPM ont donc boycotté le congrès extraordinaire du FLNKS du 31 août. L'UC et la CCAT, qui en est une émanation, ne se sont pas désolidarisés de la jeunesse révoltée, affirmant seulement qu'il y avait eu des « débordements », et ils ont nommé Christian Tein, leader de la CCAT, président du FLNKS, alors qu'il est toujours emprisonné en France avec six autres militants. Mais ils ont aussi montré lors de ce congrès que leur perspective était de « renouer le dialogue avec l'État colonial » pour atteindre l'indépendance de la Kanaky qui est leur objectif.

À l'annonce de la nomination de Christian Tein, la droite anti-indépendantiste s'est déchaînée. C'est selon elle la preuve de la collusion de l'UC avec des « terroristes », et de son irresponsabilité. Elle veut que l'État français « coupe » des têtes pour faire des exemples et rende la vie dure aux Kanaks et aux Océaniens les plus pauvres. Dans la province Sud, les loyalistes ont déjà commencé à couper certaines aides, comme l'aide médicale, et certaines

subventions, par exemple à l'île des Pins, qui a dû fermer ses services publics.

En Nouvelle-Calédonie comme ailleurs, la lutte contre l'oppression coloniale est inséparable de la lutte des travailleurs contre toutes les formes de domination de la bourgeoisie.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier
Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282